

*Voici le neuvième numéro du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires. Sa diffusion aux militant-e-s, aux adhérent-e-s est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire à volonté, le glisser dans leurs propres journaux, bulletins, etc., en reprenant des articles...*

## **Pétition pour que le gouvernement français et l'U.E. sanctionnent l'Etat israélien**

Citoyens de toutes les origines sociales et culturelles, nous sommes choqués par l'extrême violence de l'offensive militaire israélienne qui s'est abattue sur la population palestinienne dans la bande de Gaza. Après deux ans d'un blocus impitoyable, cette attaque a fait, en 3 semaines, plus de 1350 morts, dont plus de 400 enfants et 100 femmes, ainsi que 5300 blessés. 18 écoles, 3 hôpitaux, 20 mosquées, une université, des bâtiments publics et convois humanitaires ont été bombardés. Israël a expérimenté à grande échelle ses nouvelles armes. La liberté de la presse a été interdite, et le siège de plusieurs médias a même été bombardé. Cette violence criminelle ne saurait être justifiée par des tirs de roquettes sur des populations civiles qui constituent eux aussi une violation des conventions de Genève. Les crimes de guerre et le refus du gouvernement israélien d'appliquer la résolution 1860 des Nations Unies qui demandait un cessez-le-feu immédiat sont le prolongement de violations répétées du droit international par l'Etat d'Israël, qui continue de jouir d'une totale impunité. La colonisation et la construction du Mur se poursuivent en Cisjordanie, notamment à Jérusalem, remettant en cause la possibilité de l'établissement d'un Etat palestinien viable et souverain, condition nécessaire d'une paix juste.

Nous demandons au gouvernement français d'agir au sein de l'Union Européenne et des Nations Unies pour :

- Le retrait total des troupes israéliennes de tous les territoires palestiniens occupés.
- La levée inconditionnelle et immédiate du blocus imposé à la bande de Gaza.
- Imposer à Israël par les sanctions nécessaires le respect des résolutions des Nations Unies pour l'établissement d'une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens.
- La suspension de l'accord d'association UE/Israël, et a fortiori le gel des négociations pour le rehaussement prévu des relations UE/Israël.
- L'arrêt de la coopération militaire de la France avec Israël, tant que ce dernier ne se conformera pas au respect du droit international.
- L'envoi d'une commission d'enquête internationale aboutissant à des poursuites et des sanctions contre les criminels de guerre.

[www.generation-palestine.org/gp](http://www.generation-palestine.org/gp) [www.ujfp.org](http://www.ujfp.org) [www.protection-palestine.org](http://www.protection-palestine.org)

## **Guadeloupe : solidarité avec les travailleurs/ses en grève !**

L'Union syndicale Solidaires apporte son soutien aux travailleurs/ses de Guadeloupe en grève depuis le 20 janvier. La grève générale, les manifestations très importantes, montrent la détermination d'une population qui ne supporte plus de vivre dans la misère, ne veut plus de l'injustice sociale encore plus criante, refuse le pouvoir colonial exercé par quelques représentants de l'Etat français qui ne jurent que par le mépris et la répression.

**La dernière manifestation a rassemblé 65 000 personnes, c'est 15% de la population totale de Guadeloupe, ... un peu comme si une manifestation rassemblait 9 millions de personnes à Paris !**

C'est toute la population de la Guadeloupe qui est dans l'action ! L'état et les patrons doivent négocier sans délai, avec les représentant-e-s que se choisissent les travailleurs/ses de Guadeloupe, et sur les bases des revendications des grévistes :

Relèvement immédiat et conséquent des salaires, du minimum vieillesse, des minima sociaux.

Défense et création d'emplois.

Formation notamment pour la jeunesse.

Défense et le développement de la production.

Défense et amélioration du droit et des libertés syndicales.

Baisse des loyers.

Protection du patrimoine écologique.

## Forum de Davos : malgré la répression, des voix se font entendre !

*Plus de 2000 personnes se sont rassemblées pacifiquement, à Genève le 31 janvier, pour protester contre le Forum économique mondial (WEF). Voici quelques lignes transmises par la coordination anti-WEF.*

Malgré l'interdiction de manifester (!), revendiquant le droit d'exprimer leur désaccord avec les politiques destructrices initiées par les dirigeants réunis à Davos, plus de 2000 personnes se sont réunies à Genève, dans le calme. Le caractère pacifique de la manifestation a été respecté par l'ensemble des participant-e-s. Plusieurs prises de paroles des organisations participantes ont eu lieu, rappelant que les crises que nous vivons actuellement sont les conséquences des politiques de privatisations et de précarisation décidées par les « global leaders ».

**Après les prises de paroles, au vu de la volonté des manifestant-e-s présent-e-s d'exercer leur droit à manifester, les organisateurs/trices ont décidé de démarrer une manifestation qui a été bloquée par un cordon de police armé.** Comme annoncé par les organisations de la coordination anti-WEF, il n'y pas eu de casse du tout. Ni vitrines, ni voitures (pourtant très nombreuses sur les lieux du rassemblement initial). Le dispositif policier réuni par les autorités a donc démontré son absurdité par sa disproportion. Il n'a servi qu'à empêcher les personnes présentes de manifester. La police a procédé à l'enfermement d'une partie des manifestant-e-s pendant plusieurs heures, et malgré leur calme exemplaire, les a immobilisés dans le froid et les a bombardés de gaz lacrymogènes, sans aucune explication. Les personnes enfermées ont ensuite été progressivement libérées au faciès, de manière totalement arbitraire.

**La manifestation a été dispersée dès son début de manière très agressive.** Malgré tout les manifestant-e-s n'ont pas répondu à la provocation et ont gardé une attitude digne et calme. Les autorités suisses critiquent des Etats policiers tels que la Russie, pourtant les méthodes dont nous avons été témoins rappellent fortement celles utilisées dans les mêmes Etats critiqués. Il est à noter enfin que des manifestant-e-s venant de France ont été empêchés d'entrer en Suisse.

Nous tenons à rappeler que ceux qui exercent la réelle violence sont accueillis en Suisse en grande pompe (parmi d'autres citons M. Peres -Israël-, ainsi que les dirigeants chinois, russes...). Ceux qui contestent cette violence sont quant à eux déchus de leurs droits démocratiques et réprimés avec des gaz lacrymogènes et des coups de matraques. **Les crises (écologique, économique, sociale, alimentaire, et le creusement des inégalités) sont les conséquences de politiques iniques de confiscation des biens publics par une minorité. Les privatisations, et les déréglementations se décident dans l'ambiance feutrée de Davos pendant que des milliards de personnes n'ont pas d'accès à l'eau potable.**

## Algérie : grève dans les lycées, les 8 et 9 février

Le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) appelle à **deux journées de protestation les 8 et 9 février**, dans les établissements du secondaire. C'est la première action décidée par le CLA, membre de l'Intersyndicale de la Fonction publique, depuis le début de l'année scolaire. Le mot d'ordre est lancé à tous les adhérent-e-s de ce syndicat et autres fonctionnaires du secteur qui se sentent concernés par les revendications du CLA.

La grève des 8 et 9 février prochain est motivée, en premier lieu, par le mécontentement de la corporation qui dénonce « *la surdité irresponsable des pouvoirs publics face aux nombreux avertissements qu'ont constitué les mouvements de grève unitaires ou sectoriels* », précise la déclaration du CLA.

Le syndicat dénonce également « *le discours méprisant et menaçant prononcé par les pouvoirs publics* » face à la colère des enseignant-e-s suite à la promulgation du statut particulier et la grille des salaires. « *Cette grille tire vers le bas les bas salaires et vers le haut les plus hauts salaires. Le pouvoir d'achat des fonctionnaires subit une baisse vertigineuse, une révision urgente de cette grille s'impose et dans l'immédiat* », explique le CLA. Le problème du paiement des crédits contractés par les fonctionnaires de ce secteur a été aussi avancé dans les arguments présentés par le CLA, qui estime que la cessation de paiement de ces crédits plane et représente une véritable bombe à retardement dans le secteur. La question du nouveau statut particulier des enseignant-e-s est l'une des questions cruciales qui a poussé le syndicat au débrayage. « *C'est un statut qui n'a fait que décevoir la corporation. Il est en nette régression par rapport à celui de 1999* ».

**D'autre part, le CLA a évoqué le nouveau code du travail et compte poursuivre son combat pour décrocher une retraite après 25 ans de service en plus des libertés syndicales.** Le syndicat a prononcé de sévères critiques sur la gestion des lycées devenue patriarcale, selon le CLA. « *Cette gestion tend à considérer les établissements scolaires comme des entreprises où seul prime le rendement. Une gestion marquée par un grand renfort de circulaires s'installe au détriment des savoirs et de la progression réelle des élèves* », a souligné le CLA, qui « *défend une école publique de qualité et lutte contre les déperditions scolaires autant qu'il lutte contre le népotisme et la corruption* ». **Le CLA revendique ainsi une augmentation des salaires**, la promulgation immédiate d'un régime indemnitaire conséquent, la révision du nouveau statut particulier pour répondre aux aspirations des enseignants, une retraite après 25 ans de service et un recouvrement du pouvoir public.

[www.maisondessyndicats-dz.com](http://www.maisondessyndicats-dz.com)

*Pour en savoir plus sur le syndicalisme en Algérie, lire le numéro de la revue internationale Solidaires ... Pensez aussi à commander le N° 4 qui sort de l'imprimerie !*

## Maroc : solidaires avec les syndicalistes du rail !

*La répression contre nos camarades de l'ODR/ODT continue. La solidarité internationale doit aussi se poursuivre. Ainsi, la fédération SUD-Rail, l'Union syndicale Solidaires soutiennent cette pétition internationale :*

Nous, signataires de la présente pétition, représentants les organisations syndicales et de société civile nationale et internationale, et les potentialités du forum social mondial,

- considérant la **légitimité des revendications de l'Organisation Démocratique du Rail** affiliée à la centrale syndicale ODT
- Considérant que toutes les **décisions et mesures prises par la direction de l'ONCF à l'encontre des syndicalistes de l'ODR ont arbitraires, abusives et répressives**. Elles visent la destruction de ce syndicat militant, qui refuse la soumission et l'ingérence dans les affaires des syndicats.
- Considérant que **le licenciement du secrétaire général de l'ODR et les mutations des 13 responsables du bureau national** de ce syndicat sont arbitraires et abusives et constituent une violation flagrante aux droits et aux libertés syndicales.

**Nous protestons contre toutes les mesures antisyndicales et antisociales, de licenciements, de mutations, de répression, d'intimidation, et de harcèlements continus qui sévissent dans cet établissement.** Nous réclamons la réintégration immédiate et sans conditions de Monsieur Nafai Said secrétaire général de l'ODR/ODT Maroc et l'annulation de toutes les mesures et sanctions arbitraires (mutations, ponctions sur salaires, rétrogradations, etc.) prises contre ces syndicalistes.

Nous demandons au premier ministre marocain et au ministre de l'équipement et du transport qui assume la responsabilité de tutelle sur l'office national des chemins de fer, l'intervention d'urgence pour mettre un terme aux violations des droits et libertés syndicales au sein de cet établissement étatique.

[www.syndicatoncf.tk](http://www.syndicatoncf.tk)

## Le café solidaire : un soutien réel aux communautés zapatistes

Depuis quelques années maintenant, l'Union syndicale Solidaires organise une **commande de café zapatiste**. La commande 2009 de l'Union syndicale Solidaires de café zapatiste sera de 2041 paquets soit **6531,20 euros**. La livraison est prévue fin juin ou début juillet.

Cet argent permet de payer les coopératives zapatistes mais aussi de verser les bénéfices aux « conseils de bon gouvernement », pour être utilisés au bénéfice de toutes les communautés zapatistes.



[www.cspcl.ouvaton.org](http://www.cspcl.ouvaton.org)

## Femmes d'Afghanistan : les réunions publiques avec Zoya

**RAWA**, Association Révolutionnaire de Femmes Afghanes, a été fondée à Kaboul, en 1977. Il s'agit d'une organisation de femmes afghanes luttant pour les droits humains et la justice sociale en Afghanistan. Malgré l'atmosphère étouffante, RAWA a pu s'impliquer rapidement dans des activités très variées, concernant différentes aires socio-politiques comme **l'éducation, la santé et l'insertion des plus pauvres, ou encore l'agitation politique**. Elle s'est opposée aux interventions étrangères successives dans ce pays, que ce soit celle de l'URSS, ou des Etats-Unis et de ses alliés, dont la France.

Accomplissant un travail courageux de défense des droits humains, RAWA a, par exemple, scolarisé clandestinement, sous les Talibans, des milliers de femmes. Aujourd'hui, ses militantes considèrent que loin d'avoir amélioré la situation, l'occupation étrangère l'a dégradé. Les troupes de l'OTAN ont ajouté aux formes précédentes d'oppression, la barbarie et le chaos d'un conflit militaire dont aucun des protagonistes ne représente une alternative progressiste pour la population.

Zoya sera présente à **Strasbourg** (le 5 février à La Maison des Syndicats), à **Lyon** (le 6 février à l'Université Lyon 2), à **Valence** (le 7 février à la Maison des Sociétés), à **Saint-Fons** (le 7 février), à **Marseille** (10 et 11 février), à **Toulouse** (le 13 février à la Bourse du travail), à **Paris** entre le 16 et le 18 février (dont le 17 à la bourse du travail). **Elle rendra compte de la situation en Afghanistan, de l'occupation militaire, des conditions de vie des femmes, du rôle de la politique française là-bas et du combat mené par RAWA.**

[www.rawa.org/index.php](http://www.rawa.org/index.php)

## Gafsa (Tunisie) : rencontre avec une militante agressée

*Le représentant Solidaires dans la délégation présente à Gafsa, en solidarité a rencontré Ghezala M'Hamdi, militante agressée par le chef de police du district.*

Ghezala M'Hamdi a 30 ans, habite Gafsa et est une militante connue dans la région. Elle est adhérente au Parti Démocrate Progressiste, parti d'opposition, et milite dans le Comité des Chômeurs diplômés de Gafsa ainsi que pour Amnesty International. Elle a participé aux manifestations de soutien aux chômeurs de Redeyef dès leur début. Elle a eu le malheur de prendre des photos des manifestants de Redeyef transportés à l'hôpital après avoir subi des violences policières. C'est la raison non avouée pour laquelle, **il y a deux mois, elle a été licenciée de son travail dans une association de développement local qui dépend du gouvernorat de Gafsa.** Mais ses ennuis ne se sont pas arrêtés là. Elle a essayé de rencontrer un représentant du gouverneur pour obtenir des explications et exiger sa réintégration en se rendant au siège du pouvoir local, sans succès.



**Mais alors qu'elle s'apprêtait à quitter les lieux, elle a été violemment agressée par le chef de police du district, Fekel Faeyala, sous le regard complice du chef de la police politique locale.** La brute bien connue pour ces pratiques lui a brisé le nez. Les coups ont causé de nombreux hématomes sur le visage de la jeune femme. Bien sûr, il est tout à fait inutile d'essayer de porter plainte contre ce tabassage en règle. Les deux sinistres collectionnent les plaintes pour des méfaits semblables dans toute la région et bénéficient d'une impunité totale. **Le 13 janvier, Ghezala a voulu assister au procès en appel des 38 inculpés de Gafsa, mais l'entrée lui a été refusée ainsi qu'à la femme d'un détenu et à des militants de Redeyef et de Gafsa.** Elle a dû attendre la suspension du procès pour délibération, pour pouvoir rencontrer les membres de la délégation internationale venus apporter leur soutien aux accusés. Elle nous a présenté une copie du certificat médical attestant des violences subies et d'un arrêt de travail de 30 jours. A la reprise du procès, les avocats de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme ont exigé que celles et ceux qui avaient été refoulés le matin puissent entrer. Fekel Faeyala, pris à partie par Ghezala, s'est alors publiquement vanté de son « exploit », sans aucune vergogne!

Le témoignage de Ghezala n'est malheureusement qu'un exemple parmi beaucoup d'autres des pratiques policières encouragées par la dictature de Ben Ali. Le seul tort des cette militante ? Résister, malgré les menaces, les violences, le risque d'incarcération...

## Assassinats politiques en Russie : assez !

*Tristesse et colère : tous ceux qui défendent les droits et les libertés chaque jour un peu plus menacés en Russie sont sous le choc après l'assassinat, lundi 19 janvier de l'avocat Stanislav Markelov et de la jeune journaliste Anastassia Babourova. Ces assassinats sont les deux derniers d'une liste de meurtres et d'agressions de toute sorte dont la longueur nous est insupportable. Ces derniers mois les agressions n'ont fait que se multiplier en Russie, protester ou exprimer son désaccord devient une prise de risque pour sa propre vie. La menace s'est démultipliée et la violence contre les contestataires peut prendre bien des visages.*

**Stanislav Markelov était un des rares avocats défendant les militants des mouvements sociaux, des syndicats et plus généralement des droits de l'Homme** en Fédération de Russie. Il ne plaidait pas seulement à Moscou mais n'avait de cesse de se déplacer dans toute la Russie, notamment dans le Caucase et même en Biélorussie, ou à Strasbourg devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme. **Avocat engagé et homme de gauche, il prenait également part aux forums sociaux qu'ils soient russes ou européens.** Ses activités dérangeaient beaucoup de personnes. Il avait défendu Anna Politkovskaïa, les victimes du Nord-Ost, celles d'un tabassage policier en Bachkirie. Plus récemment, il défendait un jeune tchéchène accusant Ramzan Kadyrov (Président de la Tchétchénie) d'enlèvement et de torture, le journaliste de Khimki, Mikhaïl Beketov, passé à tabac pour avoir dénoncé l'administration locale, la cause des ouvriers de la papeterie de Vyborg dans leur tentative d'autogestion, des militants antifascistes accusés injustement d'actes terroristes, des habitants de foyers menacés d'expulsion... **Stas sortait d'une conférence de presse où il disait son indignation et sa volonté de poursuivre le colonel Boudanov, ce haut militaire accusé d'avoir étranglé de ces propres mains Elza Koungaieva, une jeune Tchétchène, lors d'un interrogatoire.** Sa connaissance et son engagement pour une paix en Tchétchénie et dans tout le Caucase Nord étaient larges, tout comme son soutien à la lutte contre le fascisme, le racisme et la xénophobie.

**Anastassia Babourova était journaliste à Novaïa Gazeta** et avait le courage de se saisir du sujet de la Tchétchénie comme l'avait fait auparavant Anna Politkovskaïa. **Nastia était une militante libertaire et son engagement se reflétait dans le thème de ses articles:** la jeunesse informelle et antiautoritaire, les actions protestataires de rue, la montée du néonazisme en Russie, les affaires judiciaires en lien avec Stas Markelov. Elle était d'ailleurs présente à ses côtés lors du dernier Forum Social Européen de Malmö. C'est en voulant rattraper le meurtrier qu'elle a été abattue.

Nous voulons dire notre soutien à tous ceux qui luttent pour que leurs droits soient défendus et pour qu'une société plus juste voie le jour en Fédération de Russie. **Solidarité avec tous les défenseurs et militants pour les droits, les libertés et la justice en Russie !**